



Déclaration liminaire UNSA Éducation CDEN du 6 juillet 2022

Nous arrivons au terme d'une année encore une fois bien difficile, usante, mettant en tension les équipes, que ce soit dans les écoles, les collèges, les lycées ou dans les circonscriptions. Alors que certains parlent de séismes social, politique, sociétal, l'UNSA n'a de cesse d'alerter depuis longtemps à tous les niveaux, départementaux, académiques et nationaux, sur de nombreux sujets : le manque d'attractivité du métier, l'organisation de la rentrée 2022, la situation des personnels, les conditions de travail, les réformes inadaptées...

Chaque année, l'UNSA donne la parole aux personnels de tous les métiers de l'éducation au travers de son baromètre. 42 836 personnels de tous les métiers de l'éducation ont répondu et les résultats révèlent l'urgence à réparer le lien avec eux. Même si les personnels sont toujours aussi nombreux à aimer leur métier, ils sont près de 92%, la moitié disent ne plus trouver de sens à leurs missions.

Les résultats 2022 sont sans appel.

- Plus de 71% des collègues ne se sentent ni reconnus ni respectés dans leur pratique professionnelle ;
- Plus de 72% des collègues ne considèrent pas avoir des conditions de travail satisfaisantes ;
- Plus de 89% des collègues considèrent que leurs conditions de travail se sont dégradées dans la dernière année ;
- Plus de 89% des collègues estiment que leur rémunération n'est pas à la hauteur de leur qualification ;
- Plus de 86% des collègues sont en désaccord avec les choix politiques faits dans leur secteur d'activité ;
- Et enfin, plus de 73% des collègues ne conseilleraient pas leur métier à un.e jeune de leur entourage.

On en est là ! Quand réagissons-nous ? Quand réagirez-vous ? Et là je m'adresse directement aux deux représentants de l'Etat que vous êtes Monsieur le préfet et Monsieur le Directeur Académique et à travers vous c'est bien à l'Etat que je m'adresse. Les chiffres ne sont pas les seuls à parler. Nous avons demandé à ces mêmes collègues quels sont les mots qui caractérisent le mieux leur état d'esprit aujourd'hui. Fatigue est le mot qui arrive en première place, pour plus de 32% d'entre eux. Colère et incertitude étant tous deux en deuxième position avec plus de 16% de réponses. Enfin, en troisième position,

résignation avec 15%. Quant à la sérénité ? Moins d'1% des collègues se sentent sereins aujourd'hui.

Il ne s'agit pas que de chiffres, il s'agit de personnels qui finissent leur année scolaire éreintés tout en préparant déjà la suivante, dans la fatigue, la colère et l'incertitude.

En 2017 déjà, seuls 42% des personnels estimaient satisfaisantes leurs conditions de travail, ce qui était trop peu. En 2022 ce taux a gravement baissé à 27%. Le gouvernement, le ministre et les élus locaux doivent prendre ce constat très au sérieux et agir en conséquence. 28% des répondants expriment leur souhait de changer de métier ; parmi eux, la moitié des cadres déclare même vouloir le faire pour le secteur privé.

Continuons : pouvoir d'achat fortement diminué, conditions de travail et image de nos métiers dégradées, réformes conduites au pas de charge, manque de moyens, autant de facteurs qui expliquent la pénurie actuelle de candidats aux concours. Il est à craindre qu'à la prochaine rentrée chaque élève n'ait pas un professeur face à lui, ni une infirmière scolaire, ni un médecin de l'Education nationale, ni un Assistant Social, ni suffisamment de personnels administratifs. Si rien n'est fait, la rentrée puis l'année scolaire se feront avec de lourdes difficultés et la continuité du service public d'éducation est menacée.

La Mayenne n'échappe pas à cette ambiance morose et les alertes de nos collègues sont nombreuses. La baisse du nombre de collègues autorisés à exercer à temps partiel, à prendre une disponibilité ou même à bénéficier d'une rupture conventionnelle ainsi que le recrutement de contractuels y compris dans le premier degré ou la réduction des possibilités de mobilité géographique sont autant de poids qui alourdissent les épaules de nos collègues mayennais.

Pour redonner l'envie de rejoindre notre Ecole publique et laïque, mais aussi d'y rester, il est nécessaire d'écouter ses acteurs et leurs représentants, en se donnant les moyens de répondre aux urgences de notre service public d'éducation. Il est abimé par plusieurs années de dogmatisme éducatif et de gestion comptable, niant la réalité de métiers toujours plus complexes et de moins en moins valorisés.

L'UNSA Education alerte solennellement sur les conséquences de cet état d'esprit des personnels et met en garde contre toute nouvelle volonté de réformes brutales, de généralisations précipitées d'expérimentations ou encore de promesses ambiguës. Prendre le temps pour décider, se donner les moyens d'un dialogue social serein et constructif, se donner le temps nécessaire à toute mise en œuvre sont autant de conditions nécessaires. Nous attendons de notre ministre renouvelé dans ses missions une réaction à la hauteur des enjeux ! Il en va de l'avenir et de la pérennité de notre service public d'éducation.

Merci de votre attention.